

### Les subsides

s'appelle agro-alimentaire au Québec, ceux et celles qui s'expriment pour ces producteurs, qu'on retrouve dans *La terre de chez nous*... Qu'est-ce qu'on nous dit lorsqu'on fait la preuve du résultat de 13 mois d'administration? On nous a dit, le 4 septembre: «Les Canadiens nous ont donné un mandat clair». Le 4 septembre, les Canadiens nous ont dit: «On vous fait confiance, allez de l'avant.» Et on interprète ce mandat d'une façon absolument grossière. On est allé jusqu'à dire cette semaine que ce mandat leur donnait la permission de distribuer généreusement des milliards de dollars à quelques multinationales et d'aller chercher cela de l'autre côté, dans les poches des petits et des moyens consommateurs, petits et moyens Canadiens, petits et moyens contribuables.

Or, cette réalité que vous répandez, que vous répétez, elle s'applique également au même titre au secteur agro-alimentaire. Et je reviens ici à ce à quoi je faisais allusion il y a quelques instants, à l'édition du 22 août du journal *La terre de chez nous*, où l'article que je cite est intitulé:

Les conservateurs: un bilan—Ce qu'ils ont promis

A ce que je sache, au Québec, c'était l'honorable député de Joliette (M. La Salle) qui était et qui constituait le porte-parole officiel de votre formation politique. Et ce que je dis, c'est effectivement la répétition intégrale, textuelle, des engagements pris par M. La Salle à ce moment-là à la réunion qui avait lieu à Longueuil le 22 août devant plus de 300 personnes.

M. La Salle disait, et je cite:

Pour vivre, il faut manger, nous on l'a compris.

M. La Salle a promis que son parti n'établirait un régime d'assurance-stabilisation qu'après avoir reçu l'assentiment du Québec. Or, je n'ai pas à répondre à la question, vous la connaissez autant que moi. Vous l'avez adoptée cette loi, vous servant de votre confortable majorité, alors que tous les intervenants du Québec, sans exception, ne voulaient strictement rien savoir de ce projet de loi absolument incroyable.

L'honorable député de Joliette également prenait des engagements, comme je le disais précédemment, sur les 13 millions de dollars. Il prenait également des engagements formels au niveau d'un certain nombre de mesures, à savoir, la politique laitière à long terme. Et l'on cite le témoignage, l'exposé des engagements du député de Joliette, ce qu'ils disent avoir fait, et pour établir le bilan, on dit ceci, où l'on fait référence au mois d'août, et je cite:

Au début du mois, dans la Beauce, à l'occasion de l'ouverture de la 17<sup>e</sup> exposition régionale, le député conservateur Gilles Bernier rendait public un texte sous le titre «Chose dite, chose faite. Le gouvernement progressiste-conservateur tient ses promesses aux agriculteurs.

Or, le député de Beauce (M. Bernier) tenait exactement le même discours que le ministre il y a quelques instants et que son collègue, à savoir: Que 14 sur 16 promesses avaient été tenues, en parlant, effectivement, d'une série de petites mesures. Cela m'a permis d'apprendre un certain nombre de choses. Mais, ces petites choses qui ont été rendues publiques par le biais de l'honorable député de Beauce, je vais vous dire ce que l'UPA en pense et je vais vous citer les paroles de M. Proulx qui est le grand responsable de l'UPA, celui qui en assume la direction, la responsabilité:

Ce qui compte dans ce que les conservateurs ont fait, c'est les enjeux réels, où le sort de l'agriculture se joue. Ils peuvent bien nous donner 200 bébelles, si t'es pas capable d'en faire...

• (1650)

... qu'est-ce que cela donne? Voilà la façon de M. Proulx de s'exprimer, c'est la façon de M. Proulx de porter un jugement sur l'administration d'une année.

M. Proulx vous dit: Ce que vous avez donné, c'est des «bébelles». Et ce dont l'agriculture au Québec a besoin, ce n'est pas des «bébelles», ce sont des solutions concrètes à des problèmes sérieux, ce sont des solutions concrètes à des problèmes profonds.

Et compte tenu du fait que le temps s'écoule, j'aimerais enchaîner immédiatement avec le fait que les problèmes qui affectent l'agriculture au Québec, non seulement n'ont pas été réglés, mais ils traînent en longueur, et on ne voit malheureusement pas à l'horizon la possibilité d'obtenir des solutions. Cela, c'est un côté. Et ce qui est encore tout aussi grave, c'est que l'avenir s'annonce très mal également. Je me réfère aux propos du ministre qui, dans le cadre de son exposé, mentionnait qu'il était très attiré, très intéressé à considérer éventuellement un marché plus ouvert, un marché, en quelque sorte libre entre le Canada et les États-Unis, affirmant que cela s'avérait intéressant, compte tenu du fait que l'on vendait pour plusieurs dizaines de millions de dollars aux États-Unis.

Le ministre présume que l'ouverture des barrières douanières avec les États-Unis se traduirait par des débouchés intéressants sur le plan agricole. Et cela m'apparaît très inquiétant, cela m'apparaît extrêmement dangereux. Et pour prouver ce danger réel qui plane au-dessus de cette orientation, qu'il me soit simplement permis de prendre l'exemple que lui-même nous a servi il y a quelques mois au niveau de la production porcine. Le ministre de l'Agriculture nous disait: Écoutez, les 13 millions de dollars, on ne peut pas les donner. Si on les donne, cela va se traduire par des représailles aux États-Unis. Alors, la politique laitière que l'on connaît et qui fait l'envie d'une dizaine, d'une vingtaine, d'une trentaine de pays à travers le monde, est effectivement subventionnée.

Donc, à partir d'un raisonnement comme celui que tient le ministre de l'Agriculture, j'ai tout lieu de croire que sa politique laitière qui devait être connue au mois d'août dernier et qui est reportée et qui ne sera, de toute évidence, connue qu'au début de l'année prochaine, envisagera des coupures au niveau des subventions, au niveau des subsides qui sont actuellement payés aux producteurs de lait, et ce, sur la base d'arguments qu'on ne peut pas subventionner la production laitière, eu égard au fait que l'orientation de ce gouvernement est en fonction des exportations éventuelles, est en fonction de regarder vers ces marchés américains qui sont évidemment très imposants.

Mais je vous dirai, après avoir consulté ceux et celles qui sont au fait de ce dossier-là, qu'il y a un danger absolument incroyable à ouvrir les barrières, et au cours de l'été dernier, j'avais l'occasion de rencontrer des spécialistes en la matière qui m'ont dit que, en ce qui concerne les œufs, le porc et le lait, on assisterait à la faillite rapide de plusieurs milliers de petites entreprises dans le domaine agricole. Et cela semble être l'orientation que veut prendre le ministre de l'Agriculture. Et cela m'apparaît absolument incroyable.

Et je vous dis en terminant mes remarques: Vous avez été élu, vous avez reçu un mandat clair. Livrez la marchandise telle que vous l'avez promise, livrez la marchandise que ceux et